



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CMGO**

6 avenue Charles Lindbergh  
33700 Mérignac

Références : 25-523  
Code AIOT : 0003104411

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement CMGO implanté lieu-dits Marais de Florimond et Les Padouens Nord 33290 Blanquefort. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection visait en particulier à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2023 portant sur le dernier point restant (à savoir l'absence de certains dispositifs prévus par la demande d'autorisation d'exploiter).

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance déposé en conséquence le 6 mars 2024 et complété le 28 février 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMGO
- lieu-dits Marais de Florimond et Les Padouens Nord 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0003104411
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMGO est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) pour une durée de 7 ans. Le site est localisé sur une ancienne carrière réhabilitée en plan d'eau sur la commune de Blanquefort, aux lieux-dits «Marais de Florimond et Les Padouens Nord». Il est dédié à accueillir les déchets inertes en provenance de gros chantiers exceptionnels. La capacité totale de stockage de l'ISDI est de 615000 t ou 342000 m<sup>3</sup> compactés (capacité maximale annuelle : 110000 t ou 60000 m<sup>3</sup> compactés). Le site couvre une surface totale de 13,4 ha (la surface à remblayer est de 9,5ha).

L'exploitation de l'installation est autorisée et encadrée par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2021. L'installation a été mise en service le 14 février 2022.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 1.3.1 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 1.4.1 (extrait)	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats établis durant l'inspection, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2023 sont respectées.

Le dossier de porter à connaissance déposé en mars 2024 et complété en février 2025 est en cours d'analyse par l'Inspection des installations classées. Il fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire qui encadrera les modifications des conditions d'exploitation sollicitées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 1.3.1 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité au dossier de demande d'autorisation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, la société CMGO a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 4 décembre 2023, de respecter les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit en mettant en place l'ensemble des dispositifs prévus par la demande d'autorisation d'exploiter déposée en 2019 ;</li> <li>• soit en sollicitant une demande de modification des conditions d'exploitation dûment justifiée.</li> </ul> <p>L'exploitant a déposé en conséquence un dossier de porter à connaissance par courriel du 6 mars 2024. Les modifications des conditions d'exploitation suivantes sont sollicitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la révision de la capacité d'acceptation de déchets en transformant la capacité journalière maximale autorisée (500 t/j ou 275 m<sup>3</sup>/j compactés) en capacité journalière moyenne (500 t/j ou 275 m<sup>3</sup> compactés) ;</li> <li>• le remplacement du revêtement en enrobé des voies de circulation à l'entrée du site par une couverture en granulats recyclés compactés ;</li> <li>• la suppression du système de collecte et de traitement des eaux pluviales de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées : cette demande de modification est liée à la précédente demande considérant l'absence d'imperméabilisation des sols ;</li> <li>• le retrait du pont bascule et du bardage en bois sur le périmètre des locaux administratifs de l'installation ;</li> <li>• l'ajout d'une activité de concassage et de criblage de déchets et matériaux inertes pour une puissance maximale des machines de 200 kW : l'activité relève du régime de déclaration au titre de la rubrique 2515-1-b de la nomenclature des installations classées.</li> </ul> <p>Le dossier susvisé a été complété par courriel du 28 février 2025 suite aux demandes formulées par l'Inspection des installations classées à l'issue du précédent contrôle.</p> <p>Les éléments apportés sont suffisamment développés pour permettre à l'Inspection d'apprécier la recevabilité des modifications sollicitées. L'instruction et l'analyse de ces demandes sont en cours et feront l'objet d'un rapport distinct.</p>

cours et feront l'objet d'un rapport distinct.
Au regard de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Surveillance de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées atmosphériques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées 3 mois après la mise en service de l'installation puis au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Une mesure est effectuée au niveau du virage entre la piste d'accès à l'installation et le Chemin du Pas du Chêne. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des</p>

mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

À l'issue de la précédente inspection, l'exploitant devait mettre en place un système d'arrosage au niveau de la voie de circulation à l'entrée du site afin de limiter les envols de poussières.

Pour rappel, cette voie de circulation est couverte par des granulats recyclés compactés contrairement à la demande d'autorisation initiale de 2019 qui prévoyait un revêtement en enrobé. Ce point fait l'objet de l'une des demandes de modifications des conditions d'exploitation formulées en mars 2024 et complétées en dernier lieu en février 2025. Ce sujet est développé dans le point de contrôle suivant.

Le jour de l'inspection du 2 juin 2025, l'Inspection a constaté qu'un système d'arrosage a été installé au niveau de la piste à l'entrée du site.

Par ailleurs, par courriel du 28 février 2025, la société CMGO a transmis le rapport de mesures de retombées atmosphériques de l'ENCEM de novembre 2024 (ce rapport est joint au dossier de porter à connaissance complété susvisé). Les prélèvements ont été réalisés sur la période du 12 septembre au 11 octobre 2024. Une mesure a bien été réalisée au point C2 situé au niveau du virage entre la piste d'accès à l'installation et le Chemin du Pas du Chêne conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les résultats montrent que les niveaux de dépôts atmosphériques sont conformes au seuil réglementaire en vigueur.

Cette surveillance n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection des installations classées.

Par conséquent, les écarts relevés lors de la précédente inspection concernant les envols de poussières sont levés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Durée de l'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 1.4.1 (extrait)

**Thème(s) :** Situation administrative, Expiration de l'autorisation d'exploiter

**Prescription contrôlée :**

[...] L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 7 années à compter de la date de la mise en service de l'installation. L'exploitant déclare la mise en service, soit dès l'apport des premiers déchets inertes.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation. Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations,

ouvrages et travaux autorisés. La demande ne pourra être acceptée que dans la mesure où le projet est toujours compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur au moment de cette demande.

**Constats :**

L'installation a été mise en service le lundi 14 février 2022 (selon le courriel de l'exploitant du 9 mai 2022). L'autorisation d'exploiter sera ainsi échue le 14 février 2029.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a signalé un retard du remblaiement de l'ISDI par rapport au calendrier initialement prévu. Actuellement, le casier 1, correspondant à la phase 1, est toujours en cours de remblaiement.

Selon la demande d'autorisation initiale, le rythme de remplissage de l'ISDI devait correspondre à un casier par an (soit une phase par an). Ainsi, la phase 3 devrait être finalisée.

Ce retard est lié à la limitation des apports journaliers de déchets inertes fixée par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Pour rappel, le dossier de porter à connaissance évoqué au précédent point de contrôle inclut une demande d'augmentation de la capacité maximale journalière de déchets inertes enfouis. L'exploitant a toutefois ajouté que, même dans le cas où cette demande serait acceptée, le phasage de remblaiement ne pourra pas être respecté et que la remise en état ne sera pas terminée à la fin de la durée d'exploitation.

Par conséquent, la société CMGO a d'ores et déjà indiqué qu'elle prévoyait de déposer une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter.

La durée de l'autorisation ayant été un point majeur de l'enquête publique, les observations des riverains et des collectivités territoriales ayant notamment abouti à la réduction de la durée d'autorisation à 7 ans au lieu de 10 ans initialement proposée par l'exploitant, il demeure primordial de mettre tout en œuvre pour atteindre l'objectif de remise en état du site avant l'échéance du 14 février 2029.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant que dans le cas d'une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter, celle-ci pourra être soumise à une nouvelle procédure d'autorisation environnementale et devra être déposée deux ans avant la date d'expiration de l'autorisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, soit avant le 14 février 2027.

**Type de suites proposées :** Sans suite